

Lettre ouverte de l'association A.K.A.W. contre le projet d'implanter une décharge dans la zone agricole de Wayabo

Madame, Monsieur,

Nous sommes actuellement un peu perdus, et nous vous écrivons ces quelques mots pour obtenir votre point de vue sur une situation que nous ne comprenons pas.

Nous sommes tous agriculteurs sur la zone de Wayabo à Kourou. Cette zone agricole de 5400 ha connaît un important développement, et cela malgré des conditions de vie qui sont souvent précaires.

N'importe quel quidam qui se promène sur la zone se rend compte spontanément de l'importance de l'activité agricole qui s'y déroule et du dynamisme des fermes qui composent le paysage. Nous avons de plus la chance d'être composé d'une mixité socioculturelle réussie, où des fermes avec des pratiques et des visions différentes cohabitent.

Nous sommes aujourd'hui nombreux à habiter sur la zone, le démarrage de nos projets nécessite notre présence au quotidien, et le vol de notre matériel ou de notre bétail est hélas trop courant.

Nous, agriculteurs de la zone agricole, vivons donc avec nos enfants ici, au milieu de nos fermes, car c'est une nécessité pour le bon fonctionnement de celles-ci.

C'est bien afin de permettre à nos outils de travail de se développer que nous avons choisi de vivre dans cette zone, même si elle est loin des réseaux de téléphonie, sans réseau d'électricité (ni pour travailler, ni pour vivre sur place), sans eau potable, sans collecte des déchets, avec l'absence de service postal (nous avons du installer nous-mêmes les panneaux de noms de rue sur le budget notre association), avec un ramassage scolaire qui menace tous les 6 mois d'abandonner son service car la voirie est impraticable, et ne parlons pas d'Internet.

Nous avons tous choisi de devenir agriculteurs et nous aimons notre travail, comment penser le contraire quand on voit le cadre de vie qui nous a été fourni ? Le pire dans tout cela, c'est peut être que nous ne savons même pas comment et à quel prix nous aurons accès à la propriété du foncier (pour ceux qui ont un bail), qui sera pourtant issu de nos efforts et investissements.

Nous avons donc choisi de nourrir, avec nos compétences, une population demandeuse de produits locaux. Nous avons sacrifié énormément, souvent plus que de raison, pour pouvoir développer nos outils.

- nous nous sommes engagés à produire des denrées de qualité et avons bénéficié de conventions en ce sens,

- nous portons des mesures agro-environnementales que nous maintenons, alors qu'elles ne sont toujours pas payées,
- nous vendons au quotidien notre production à la population locale,
- nous progressons chaque année dans nos productions,
- nous installons des jeunes,
- nous créons des emplois,
- nous servons de support de formation au lycée agricole-CFPPA.

Nous nous sommes engagés à produire d'une certaine façon auprès de l'Europe, de l'Etat, de la Collectivité Territoriale, de l'EPFAG, de la Mairie et surtout auprès de nos consommateurs. Cela se traduit sous forme de conventions et engagements divers, de nos baux emphytéotiques qui restreignent l'utilisation de notre foncier, et surtout d'un engagement direct auprès de nos consommateurs avec qui nous sommes en contact au quotidien.

Alors voilà, un agriculteur déçu de ne pouvoir concrétiser son projet, a « craqué », loin de nous l'idée de lui jeter la pierre, après tout vu nos conditions de vie, si ce n'est pas lui cela sera un autre. Vu les conditions qui nous sont proposées et le besoin de développer certains outils, il peut, en effet, paraître légitime d'avoir besoin d'électricité, d'avoir besoin d'un certain confort économique permettant de nouveaux investissements, de pouvoir travailler dans de meilleures conditions ou d'avoir une voirie permettant de circuler et d'exercer correctement notre travail.

Cet agriculteur, M. MAREL a rencontré un consortium guyanais (promoteurs immobiliers, investisseurs) : GPN, travaillant avec l'appui technique du Groupe Séché Environnement, et ils lui ont fait briller les yeux en lui promettant sans doute tout cela. Il a ainsi eu l'idée de fournir, sous un format encore inconnu aujourd'hui, une trentaine d'hectares de son terrain pour construire une ISDND (Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux), une zone pour les VHU (Véhicules hors d'usage) et une plateforme de compostage.

Ensemble, ils ont décidé de détruire l'image agricole de Wayabo auprès du public, et on se demande quelle tête feront les clients de ses voisins maraichers en Agriculture Biologique lorsque ceux-ci expliqueront que : « en effet, la décharge est chez notre voisin mais pas d'inquiétude, le site est bien fait et nous de notre côté, nous produisons en respectant un cahier des charges. »

Nous ne sommes pas convaincus que les consommateurs auront alors une belle image de nos productions, produites non loin voire contre une décharge, et il est probable que certains pensent que nous, agriculteurs, préférons redonner une part de nos terres à un industriel pour avoir une bonne voirie, que de vivre dans un cadre sain et de les nourrir avec de beaux produits de qualité.

Nous avons accepté des baux contraignants pour éviter toute spéculation autre qu'agricole (surtout foncière) sur nos terrains, ces baux ont été dénoncés par les professionnels de la zone pour les contraintes et risques qu'ils comportaient, mais nous avons tous accepté de nous y soumettre pour enfin avoir un terrain à travailler. L'EPFAG, alors EPAG, nous a répondu que ces clauses étaient une garantie contre les

dérives que connaissent certains anciens quartiers agricoles qui ont tendance à fortement s'urbaniser, et qu'il s'agissait là d'une volonté politique forte.

Nous espérons que la même volonté politique ne considère pas non plus normal de créer un centre de gestion de déchets au milieu d'une zone agricole déjà existante.

Nous sommes de moins en moins sûrs d'être bien compris, alors dans le doute nous vous rappelons que c'est dans les zones agricoles que nous produisons nos aliments à tous, et sérieusement, qui aurait l'idée de mettre ses poubelles dans sa réserve alimentaire ?

D'autres bonnes raisons de ne pas réaliser ce projet, ici, il y en a un tas, mais nous avons ces jours-ci quelques doutes sur nos capacités de raisonnement face à certains constats :

- Nous demandons d'avoir accès à des bennes à ordures depuis des années, mais la voirie ne permet pas aux camions de réaliser la collecte. En revanche, avec la création de cette décharge, nous allons avoir droit à une route pour la desservir et cela permettra d'accueillir les déchets de plusieurs communes. Sur un territoire où l'agriculture est présentée comme une priorité cela laisse songeur.

- Le consortium propose une électrification dans un rayon de 3 km autour du site, mais tous les habitants autour ont des installations solaires et vivent en quasi-autonomie énergétique.

Plusieurs faits nous inquiètent aussi :

Le projet est au milieu de cinq autres exploitations engagées en Agriculture Biologique, situées au centre du quartier agricole. Que faire du projet de vie de ces agriculteurs ?

La station de captage d'eau potable desservant la CACL est sur cette zone agricole. Il semble de bon sens d'éloigner les deux sites.

Nos enfants attendent le bus scolaire au bord de la route dans une cabane que nous avons construit, et ainsi bientôt ils verront passer les semis remorques remplis d'ordures sur des routes où à nous on nous interdit de passer avec certains matériels agricoles en saison des pluies.

Alors nous nous demandons, sera-t-on vraiment gagnants ce coup ci ? Hélas, lorsque l'on regarde notre histoire ces dernières années, c'est difficile à croire :

- Nous pourrions avoir des bornes à eaux pour avoir accès à de l'eau potable à l'entrée du quartier agricole, mais les démarches durent depuis des années.

- Nous pourrions avoir des boîtes aux lettres groupées aux noeuds de communications, mais les démarches durent aussi depuis des années.

- Nous avons une ligne électrique de moyenne tension qui traverse une partie du quartier agricole pour desservir la station de pompage du Kourou, mais il n'y a jamais eu de budget pour mettre des transformateurs sur la ligne pour les agriculteurs.

- Une fibre optique dessert aussi cette même station de pompage, mais pareil, nous n'y avons pas accès.

-L'irrigation avec de l'eau non traitée qui traverse la zone, ou avoir à disposition une sortie d'eau pour pouvoir réaliser des travaux agricoles, remplir des cuves ou encore ravitailler des camions de pompier, n'a jamais été prévue.

- Des projets biomasse ont été menés sur la zone pour valoriser nos bois issus de la mise en valeur des terrains, des troncs attendent depuis en bout de champs d'enfin trouver preneur. Pendant ce temps, tous les agriculteurs de la zone ont peur du jour où ce bois sortira, car la voirie en serait ensuite détruite car elle est inadaptée. Il n'y a actuellement aucun projet en Guyane d'incinérateur qui permettrait de fournir de l'énergie tout comme la biomasse à partir de ces déchets. Il nous semble incroyable que la réflexion sur la question de l'incinération des déchets ménagers de la population entière, pourtant en croissance perpétuelle, soit moins avancée que les projets biomasse.

- Enfin, l'EPFAG et la Mairie de Kourou jouent « au chat et à la souris » avec la problématique de la voirie sur la zone. L'aspect vital pour nos entreprises de cet axe de communication ne semble pas faire le poids, personne ne voulant prendre en charge les coûts d'entretien, de création ou de remise en état de la voirie. L'EPFAG n'a plus de fonds pour cela, la Mairie pourrait probablement y accéder mais ne veut pas récupérer la voirie dans l'état.

Alors on se dit qu'au final, M. MAREL s'est sans doute un peu fait berné parce qu'il semble que sa participation au projet sorte une épine du pied de beaucoup de personnes, et cela porte sur des investissements d'un autre montant que celui de l'électrification d'un projet de transformation agricole.

Nous vivons et habitons sur le quartier agricole de Wayabo, situé dans Kourou, « le port spatial », nous produisons dans les règles et sommes soumis à des contrôles fréquents par les diverses administrations, cela fait des années que nous suons sang et eau pour en arriver là, et nous refusons que tous nos efforts soient anéantis par la concession d'un seul homme.

Nous dénonçons par ailleurs tous, la façon dont l'étude a été menée et le fait que des personnes soient rentrées sur nos propriétés sans que nous ayons été mis au courant.

Nous ne souhaitons pas bloquer la mise en place nécessaire de ces « pôles environnementaux », mais nous vous demandons seulement de mieux réfléchir à leurs zones d'implantation. Nous voulons que les choses soient établies à l'avance et pas que des gens soient pris en otage sur leur projet de vie. Nous proposons donc de réfléchir les choses en amont :

- Créons une piste, mettons une ligne électrique le long, avec des transformateurs ;
- Faisons un projet malin utilisant l'énergie chaude pour des outils collectifs de transformation des produits agricoles ;
- Créons un réseau agricole de valorisation pour le compost auprès des agriculteurs ;
- Accompagnons des porteurs de projets pour qu'ils réussissent leur installation le long de cet accès.

Si nous articulons les choses logiquement, alors, croyez en notre expérience, les futurs porteurs de projet, s'ils en ont accepté les contraintes, sauront, nous en sommes sûrs profiter au mieux de cette nouvelle opportunité.

Enfin, nous aimerions savoir pourquoi M. le Maire de Kourou a refusé d'implanter le projet de la CACL sur une autre zone de la commune, afin de vérifier que l'argumentaire de ce refus est bien en adéquation avec le projet naissant sur notre zone agricole.

Merci Madame, Monsieur de bien vouloir nous apporter des réponses concrètes à ces interrogations.

Pour l'Association AKAW,
Le bureau